

(N° 302 ;

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1924.

Projet de loi relatif aux emplois civils et militaires réservés
aux engagés et rengagés de l'armée ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DU BUS DE WARNAFFE.

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif aux emplois réservés aux engagés et aux réengagés de l'armée fait partie intégrante de l'ensemble des projets de loi formant le statut de la Défense Nationale.

Dans le régime nouveau, dont la mise à l'épreuve a commencé par le vote de la nouvelle loi sur la milice, on s'est préoccupé de réduire au minimum possible la durée du temps de service, en tenant compte, dans l'intérêt majeur de la sécurité nationale, des nécessités de l'instruction individuelle et collective du *soldat*.

Mais la réduction du temps de service à sa durée actuelle ne permet pas le recrutement, *dans la classe, des cadres inférieurs* nécessaires à l'armature des unités et à l'instruction des soldats.

Or, l'existence de cadres suffisants, bien préparés et permanents, est une des conditions essentielles d'une armée solide.

Sous le régime de milice actuel, l'Exposé des motifs estime à 20,000 (12,000 sous-officiers, 8,000 caporaux) le nombre des volontaires strictement

(1) Exposé général du statut de la Défense Nationale, n° 448 (1921-1922).
Projet de loi, n° 237 (1921-1922).

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

- a) Les membres de la *Commission permanente de la Défense Nationale* : MM. PIRMEZ, président; BERLOZ, BOVESSE, BRIFAUT, BUYL, DE BURLET, DE GÉRADON, DEVÈZE, DU BUS DE WARNAFFE, EEKELERS, ERNEST, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, PIERCO, RICHARD, THEELEN et VANDENEULEBROUCKE,
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. JOUREZ, CARTON DE WIART, HOUSIAUX, HEYMAN, MARCQ et DE MONTPELLIER.

nécessaires pour l'armée en 1925, alors que l'exposé général du statut de la Défense Nationale le portait à 25,000 (1).

Or, tandis qu'à l'armistice le nombre des volontaires était d'environ 4,000 par trimestre, il est tombé en 1921 et 1922 à moins de 1,500 hommes.

Que faire pour parer à pareil déficit ?

On ne peut y parvenir qu'en recourant au volontariat et, dès lors, il faut trouver le moyen de le stimuler par l'octroi d'avantages directs ou indirects. On ne peut songer, vu la situation financière du pays et le taux actuel des salaires et traitements, à établir des avantages directs, tels que la rémunération des sous-officiers. Ce serait une dépense de 100 à 150 millions par an.

Le Gouvernement escompte qu'en assurant aux volontaires, après leur passage à l'armée, un emploi civil stable dans les administrations publiques, ou dans les administrations qui en dépendent, on pourrait obtenir un recrutement suffisant.

D'après l'Exposé des motifs, le problème à résoudre dans cet ordre d'idées consisterait à placer annuellement 3,000 engagés, ayant fini leur terme, dans les administrations publiques.

De là le projet de loi, dont l'application, dans la pensée du Gouvernement, constituerait une expérience.

Il est inutile de souligner l'importance extrême de cette épreuve : si elle venait à échouer, la situation serait grave.

Tout le monde le comprendra.

Économie générale du projet de loi.

1. — Le Gouvernement, par le projet, réserve aux engagés et rengagés — comptant au minimum cinq ans de présence effective sous les drapeaux et favorablement notés — un *droit de préférence* pour l'obtention d'emplois :

- 1° Dans les administrations de l'État, des provinces et des communes;
- 2° Dans les établissements placés sous le contrôle de ces administrations publiques;
- 3° Dans les entreprises concessionnaires de services publics.

Ce sont là les administrations publiques déjà visées par la loi du 3 août 1919,

(1) A ce propos la Commission a posé au Gouvernement la question suivante :

« Quel est le nombre de volontaires nécessaires pour les services de l'armée.
 » L'Exposé des motifs fixe ce nombre à 20,000 mais l'Exposé général du statut de la Défense Nationale le porte à 25,000.
 » La Commission désirerait avoir des précisions sur cette question. »

Réponse.

« Le nombre de volontaires nécessaires pour les services de l'armée est bien 25,000 :

- » 20,000 pour le cadre de la I^{re} armée.
- » 5,000 pour le noyau permanent de la II^e armée. »

qui institue un privilège en faveur des anciens combattants et des déportés assimilés pour l'obtention d'emplois publics.

II. — Les emplois réservés aux volontaires sont spécifiés. Ce sont :

A. Les emplois subalternes, conférés sans examen ou pour lesquels les examens ne portent que sur le programme d'enseignement primaire.

B. Les emplois conférés sur examen, ou à la suite d'examens-concours, portant sur des matières correspondant au programme de l'enseignement moyen du degré inférieur.

C. Les emplois de carrière, conférés à la suite de concours portant sur les matières de l'enseignement moyen supérieur.

III. — Les volontaires, candidats aux emplois de la catégorie B, qui ont obtenu la moyenne des points imposés par le règlement organique de l'administration à laquelle ressortissent des emplois, ont le pas sur les autres candidats.

IV. — Les emplois de la catégorie C. ne sont accessibles, avec privilège, qu'aux sous-officiers ayant fait un terme de huit années au moins.

V. — La durée du service militaire est comptée aux volontaires, ainsi nommés à un emploi civil, pour la fixation de leur traitement et la détermination de leur rang d'ancienneté dans l'emploi, avec maximum de six ans.

VI. — Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits légaux conférés aux anciens combattants et déportés assimilés.

Telles sont les grandes lignes du projet de loi.

Objections.

Ces propositions ont soulevé de vives objections de la part des provinces et des communes, surtout des communes de moyenne importance, et plus encore des petites communes.

Ces administrations se plaignent des atteintes ainsi portées à leur autonomie, déjà entravée par les lois antérieures du même genre.

Elles sont par le fait privées du libre choix de leurs fonctionnaires et on conçoit leurs récriminations. On sait les conflits auxquels a donné lieu déjà l'application de la loi du 3 août 1919.

Le régime actuellement proposé, s'ajoutant aux dispositions en vigueur, aurait pour conséquence de paralyser totalement, pour un grand nombre de communes, leur droit de choisir librement leurs fonctionnaires.

Dans le but de se rendre compte du champ d'application de la loi, la Commission a demandé au Gouvernement le tableau des emplois réservés aux volontaires pour les différentes administrations publiques, afin de compléter les renseignements fournis dans l'Exposé des motifs pour les Ministères des Chemins de fer, des Finances et des Travaux publics.

En réponse à cette demande, le Gouvernement a fourni le tableau ci-après :

*Subdivision des emplois par catégorie pour les Départements
ci-après :*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Catégorie A.

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêt.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Administration centrale.	Garçons de bureau.	Totalité.	3,200 francs jusque 4,400 francs. Possibilité de devenir messenger : 3,200 à 4,800 francs. Huissier : 3,600 à 6,200 francs.	6 mois.	Rares.
Etablissements d'éducation et écoles de bienfaisance de l'Etat.	1° Plantons et	50 %.	Fr. 10,50 à fr. 14,50 par jour	6 mois.	1° 2
	2° Ouvriers agricoles.		plus les indemnités d'usage.		2° 8
	3° Ouvriers.	50 %.	Fr. 11,50 à fr. 15,50 par jour plus les indemnités d'usage.	6 mois.	3° 6

Catégorie B.

Administration centrale.	Commis d'ordre.	Totalité.	3,700 francs par an jusque 7,300 francs plus les indemnités d'usage.	6 mois.	Rares
	1° Aides- surveillants.		1° 10 francs par jour et les indemnités d'usage pendant au moins 6 mois.	6 mois.	—
Administration des prisons.	2° Surveillants.	Id.	2° 4,100 francs par an, uniforme et trousseau, puis 4,300, 4,500-5000 et 6,200 francs selon la classe (indemnité de logement suivant la classe et les années de service) les indemnités d'usage. A ces traitements s'ajoute une augmenta- tion de 150 francs. Tous les trois ans pendant une période de trente ans.	—	50
—	—	—	—	—	—

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêté.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Établissements de bienfaisance et d'aliénés.	1 ^o Surveillants.	—	1 ^o 3,200 à 6,250 francs (émoluments de 800 à 1,050 francs) plus les indemnités d'usage.	6 mois.	10
—	2 ^o Infirmiers.	Totalité.	2 ^o Comme pour les sur- veillants.	—	...
Établissements d'éducation et les écoles de bien- faisance de l'État.	Éducateurs.	50 %.	4,500 à 5,800 francs, plus les indemnités d'usage : 100 francs d'émoluments et les frais médicaux.	1 an.	10

Catégorie C.

Administration centrale.	Commis-rédacteurs.	20 %.	4,100 à 7,700 francs, plus les indemnités d'usage : Possibilité d'accès aux grades su- périeurs.	6 mois.	Rares.
Administration des prisons.	1 ^o Aides-commis.	Totalité.	1 ^o 10 francs par jour, plus les indemnités d'usage.	1 an.	10
—	2 ^o Puis commis.	—	2 ^o 4,100 à 7,000 francs, plus les indemnités d'usage : Possibilité d'accès au grades su- périeures.	—	—
Établissements de bienfaisance et d'aliénés.	Commis.	Totalité.	3,350 fr. par an (émolu- ments 850 fr.) plus les indemnités d'usage : jusque 6,900 plus le 1/5 et les émoluments. Possibilité d'accès aux grades supérieurs.	6 mois.	5
Établissements d'éducation et les écoles de bien- faisance de l'État.	Commis.	50 %.	4,100 francs par an, plus 100 fr. d'émoluments, les indemnités d'usa- ge : jusque 6,300 fr. Possibilité d'accès aux grades supérieurs.	1 an.	4

Remarque générale. — Indépendamment de la possibilité d'accès à un grade supérieur, les commis-rédacteurs, commis d'ordre, éducateurs, infirmiers, surveillants et garçons de bureau peuvent obtenir après vingt-cinq années de service et deux années de jouissance du maximum de leurs traitements respectifs, quatre augmentations biennales de fin de carrière variant de 200 francs à 400 francs chacune.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Catégorie A.

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêté.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Administration centrale.	Huissier.	2	3,600 à 6,200 francs plus indemnités de résidence, familiale et de vie chère.	—	2
Id.	Messenger.	2	3,200 à 4,800 francs plus indemnités de résidence, familiale et de vie chère.	—	2
Id.	Garçon de bureau.	2	3,200 à 4,400 francs plus indemnités d'usage.	—	2

Catégorie B.

Administration centrale.	Commis d'ordre.	1	3,700 à 7,300 francs plus indemnités d'usage.	—	1
--------------------------	-----------------	---	---	---	---

Catégorie C.

Administration centrale.	Commis-rédacteur.	3 ⁽¹⁾	4,100 à 7,700 francs plus indemnités d'usage.	—	5
--------------------------	-------------------	------------------	---	---	---

Services provinciaux.

Catégorie C.

Id.	Commis-dessinateur des mines.	1	5,500 à 8,750 francs plus indemnités.	—	1
Id.	Contrôleur du travail ⁽²⁾ .	1	4,900 à 9,000 francs plus indemnités.	—	1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE (A).

Catégorie A.

Administration centrale.	Huissiers.	Totalité.	3,600 à 6,200	6 mois.	1
Id.	Messagers.	Id.	3,200 à 4,800	6 mois.	1
Id.	Garçons de bureau.	Id.	3,200 à 4,400	6 mois.	1

(1) A raison de la nature spéciale des attributions de certains services, le recrutement de diplômés, docteurs en droit et autres, est nécessaire.

(2) Age : de 25 à 40 ans.

(A) La question des emplois purement provinciaux ou communaux est provisoirement réservée.

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêt.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Gouvernements provinciaux.	Garçons de bureau.	Totalité.	3,300 à 5,200	Aucun.	3
Service d'hygiène.	Garçons de laboratoire.	Id.	3,600 à 7,600	6 mois.	Rares.
Id.	Hommes de service.	Id.	3 300 à 5.100	6 mois.	Rares.
Id.	Matelots, chauffeur de bateau.	Id.	3,600 à 5,000	6 mois.	Rares.
Id.	Machiniste (bateau) (1).	Id.	3,600 à 7,000	6 mois.	Rares.
Id.	Mécaniciens (1).	Id.	4,400 à 8,600	6 mois.	Rares.
Id.	Surveillants service sanitaire du port (2).	Id.	3,300 à 7,000	6 mois.	Rares.
Id.	Agents désinfecteurs.	Id.	3,600 à 7,000	6 mois.	Rares.
Id.	Experts des viandes (2).	Id.	4,400 à 8,500	6 mois.	Rares.
Bibliothèque de la Commission centrale de statistique.	Attaché-classeur (1 emploi).	Id.	»	6 mois.	—

Catégorie B.

Administration centrale.	Sténo-dactylographes.	Totalité.	4,100 à 7,700	6 mois.	1
Id.	Dactylographes.	Id.	3,700 à 7,300	6 mois.	1
Id.	Commis-d'ordre expéditionnaires.	Id.	3,700 à 7,300	6 mois.	1
Gouvernements provinciaux.	Dactylographes.	1/2	3,300 à 5,500	1 an.	9 à 10
Commissariats d'arrondissements.	Commis.	1/2	3,700 à 4,500	1 an.	5
Id.	Dactylographes.	1/2	3,300 à 4,500	1 an.	5
Service d'hygiène.	Commis.	Totalité.	3,700 à 7,300	6 mois.	Peu nombreux.

Catégorie C.

Administration centrale.	Commis-rédacteurs.	Totalité.	4,100 à 7,700	6 mois.	2
Id.	Commis d'ordre.	Id.	3,700 à 7,300	6 mois.	2
Gouvernements provinciaux.	Commis.	Id.	3,700 à 4,500	1 an.	Peu nombreux.

(1) Doivent posséder un certificat d'aptitude (marine).

(2) Doivent posséder un certificat d'aptitude (expertise des viandes de boucherie).

(3) Doivent posséder des notions d'anglais et d'allemand.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ⁽¹⁾.*Catégorie A.*

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêté.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
—	—	—	—	—	—
Id.	Bouteaux.	Totalité.	3,200 à 4,400	—	Néant.
Id.	Garçons de bureau.	Id.	3,200 à 4,400	—	Id.
Id.	Messagers.	Id.	3,200 à 4,800	—	Id.

Catégorie B.

Id.	Commis d'ordre.	Id.	3,700 à 7,300	—	Néant.
Id.	Expéditionnaires.	Id.	3,700 à 7,300	—	Id.

Catégorie C.

Id.	Commis-rédacteurs.	Id.	4,100 à 7,700	—	Néant.
-----	--------------------	-----	---------------	---	--------

MINISTÈRE DES COLONIES.*Catégorie A.*

Administration centrale.	Huissiers et maga- siniers.	Totalité.	3,600 à 6,200	6 mois.	Rares.
Id.	Messagers.	Id.	3,200 à 4,800	Id.	Id.
Id.	Garçon de bureau.	Id.	3,200 à 4,400	Id.	Id.

Catégorie B.

Administration centrale.	Commis aux écri- tures.	1/2	3,700 à 7,300	Néant.	Rares.
Id.	Commis d'ordre.	1/2	3,700 à 7,300	Id.	Id.
Id.	Expéditionnaires.	1/2	3,700 à 7,300	Id.	Id.

Catégorie C.

Administration centrale.	Commis-rédacteurs.	1/2	4,100 à 7,700	Néant.	Rares.
Id.	Commis-traduc- teurs.	1/2	4,100 à 7,700	Id.	Id.
Id.	Dessinateurs.	1/2	4,100 à 7,700	Id.	Id.

(¹) Le Département ne comprend plus guère que des services temporaires, dont le personnel est, pour la plus grande partie, composé d'agents temporaires. — Des emplois à titre précaire sont seuls conférés encore. La force numérique du personnel ira normalement décroissant, à mesure de l'exécution des réparations des dommages de guerre.

École coloniale.*Catégorie A.*

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'arrêt.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Id.	Huissiers.	Totalité.	3,600 à 5,800	Néant.	Rares.
Id.	Garçon de bureau.	Id.	3,200 à 4,400	Id.	Id.

Catégorie B.

Id.	Néant.	—	—	—	—
-----	--------	---	---	---	---

Catégorie C.

Id.	Néant.	—	—	—	—
-----	--------	---	---	---	---

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.*Catégorie A.*

Administration centrale.	Messagers.	Totalité.	3,200 à 4,800 francs.	6 mois.	2
-----------------------------	------------	-----------	-----------------------	---------	---

Catégorie B.

Administration centrale.	Commis d'ordre.	Totalité.	3,700 à 7,300 francs.	6 mois.	6
Id.	Technicien de 2 ^e catégorie.	Id.	Id.	Id.	Rare.
Musée royal de l'Armée.	Commis d'ordre.	Id.	Id.	Id.	Id.
Services des bâti- ments et construc- tions militaires.	Surveillants de 3 ^e classe.	Id.	4,200 à 4,800 francs.	Id.	2
Administration centrale.	Dessinateurs, gra- veurs, photogra- phes, collation- neurs et calcula- teurs.	Id.	4,500 à 8,400 francs.	Id.	2
Id.	Typographes reviseurs.	Id.	6,000 à 10,000 francs.	Id.	Rare.
Services des bâti- ments et construc- tions militaires.	Adjoint administratifs de 3 ^e classe.	Id.	4,700 à 5,500 francs.	Id.	1
Id.	Dessinateurs de 3 ^e classe.	Id.	Id.	Id.	Rare.
Établissements d'artillerie.	Commis.	Id.	4,400 à 7,700 francs.	Id.	2
<i>Catégorie C.</i>					
Administration centrale.	Commis-rédacteur.	3/8.	4,400 à 7,700 francs.	6 mois.	2
Services des bâti- ments et construc- tions militaires.	Adjoint techniques.	Totalité.	6,200 à 7,000 francs.	Id.	2

GENDARMERIE.

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » situation à la date de l'armée.		
			Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
Gendarmerie nationale.	Gendarmes.	Totalité.	4,800 francs (traitement initial de gendarme).	Aucun.	350
Id.	Brigadiers.	(Sous réserve de l'admission des candidats civils porteurs de diplômes.	4,800 francs (traitement maximum de l'adjudant), plus des augmentations après chaque période de trois années de bons services accomplis tant à l'armée qu'à la gendarmerie :		
Id.	Maréchaux-des-logis (avec possibilité d'atteindre aux grades de 1 ^{er} maréchaux-des-logis, maréchaux-des-logis-chefs, 1 ^{er} maréchaux-des-logis-chefs et adjudants.		25 francs par mois pour les adjudants, 1 ^{er} maréchaux-des-logis-chefs et maréchaux-des-logis-chef. 20 francs par mois pour les 1 ^{er} maréchaux-des-logis. 10 francs par mois pour les maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes.		

En résumé, voici le relevé des emplois disponibles :

	Catégorie A.	Catégorie B.	Catégorie C.
Chemins de fer	2,000	1,105	104
Finances	306	160	110
Travaux publics.	100	40	30
Justice	16	70	19
Industrie et travail	6	7	2
Intérieur.	6	22	4
Défense Nationale	2	13	4
Gendarmerie (au total). 350.	2,436	1,411	279
TOTAL GÉNÉRAL.	4,376		

Ainsi que nous l'avons vu, si la loi produit ses pleins effets, il faudra pourvoir annuellement 3,000 volontaires.

Certes, à raison de l'importance du problème, il se concevrait que des sacrifices soient demandés, et même imposés, en cas de nécessité absolue, aux provinces, aux communes, aux établissements contrôlés par elles et même aux entreprises concessionnaires de services publics, bien qu'à tout prendre ces dernières soient des entreprises privées.

Mais cette nécessité ne paraît plus exister du moment où, dans les administrations publiques, les vacances annuelles sont suffisantes pour assurer l'exécution de la loi.

On pourrait objecter, et on l'a fait, qu'en multipliant le nombre et la diversité des emplois réservés aux volontaires, on rendait plus attrayante la prime offerte aux engagés.

C'est possible, sans que cela soit démontré et vaille en tous cas que l'on porte atteinte, une fois de plus, au principe d'autonomie des provinces et des communes, et que, par surcroît, on leur impose des charges supplémentaires comme le fait l'article 9 du projet.

Dans ces conditions, au cours de la discussion de l'article 1 du projet, il a été proposé de n'accorder de préférence aux engagés et rengagés que pour des emplois dans les administrations de l'État.

Certains membres ont fait observer que, tout au moins, pour les provinces, il devrait suffire de réserver aux anciens sous-officiers les fonctions auxquelles il est pourvu par le Gouvernement ou par le Gouverneur.

Enfin, il a été suggéré, pour le cas où la nécessité de l'extension de la loi à d'autres emplois que les emplois dans les administrations de l'État serait dûment démontrée, de ne pas étendre la contrainte aux communes d'une population de moins de 30,000 habitants.

Délibérant sur ces diverses suggestions, la Commission, à l'unanimité moins une voix a été d'avis qu'il y avait lieu de restreindre aux emplois dans les administrations de l'État les postes réservés aux engagés et aux rengagés. Elle considère que, sans qu'il soit nécessaire d'imposer aux administrations publiques des obligations spéciales, il arrivera en fait — ainsi qu'il en a été de tous temps — que les provinces et les communes engageront de préférence d'anciens sous-officiers, notamment pour la police, etc. Le but de la loi se trouvera ainsi atteint sans qu'il faille qu'elle vincule la liberté des provinces et des communes.

ART. 2.

Un membre aurait désiré que ce fût la loi — et non un arrêté royal — qui spécifiât les emplois réservés aux volontaires.

Il semble qu'un arrêté royal soit plus pratique, vu les modifications que peuvent subir les cadres administratifs et le fait que l'article 2 définit nettement, de façon générale, les emplois à réserver.

La Section centrale a posé au Gouvernement la question suivante :

« L'article 2 du projet détermine les connaissances dont les volontaires auront à justifier pour accéder aux emplois qui leur sont réservés. Ces connaissances

vont du programme de l'enseignement primaire à celui de l'enseignement du degré supérieur.

» Quelles mesures seront prises pour permettre aux intéressés d'acquérir ces connaissances? »

Réponse.

« Les mesures qui seront prises pour permettre aux volontaires de se présenter aux examens prévus pour les emplois civils sont celles renseignées au dernier paragraphe de l'exposé des motifs.

» Les modalités ne pourront être déterminées avant que la loi soit approuvée par les Chambres. Pour faciliter l'obtention du résultat désiré, il est notamment indiqué d'affecter normalement aux mêmes garnisons les candidats ayant fait choix d'une même catégorie d'emplois, de façon à permettre l'organisation d'une instruction collective. »

ART. 12.

La Commission entend la loi en ce sens qu'elle ne s'appliquera qu'aux engagés et rengagés postérieurement à sa mise en vigueur.

Les volontaires actuellement sous les armes ont pris service sans qu'aucun engagement soit stipulé à leur égard, et il n'y a pas de motif pour donner à la loi un effet rétroactif.

L'ARTICLE 17 doit s'entendre dans le même sens.

. . .

En conséquence des observations qui précèdent, la Commission propose d'apporter au projet de loi les amendements suivants :

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
A remplacer comme suit :	Te vervangen als volgt :
Un droit de préférence est accordé, dans les limites de la présente loi, aux militaires engagés ou rengagés comptant au minimum cinq années de présence effective sous les drapeaux et notés favorablement par l'autorité militaire, pour l'obtention d'emplois <i>dans les administrations de l'État et dans les établissements placés sous son contrôle.</i>	Binnen de grenzen van deze wet wordt aan de vrijwilligers of opnieuw-dienende militairen met ten minste vijf jaar werkelijken dienst en die door de militaire overheid gunstig aangeschreven staan, een voorkeurrecht verleend op eene betrekking <i>bij de besturen van den Staat en bij de inrichtingen onderworpen aan zijn toezicht.</i>

ART. 9.

Modifier comme suit le premier alinéa :

Dans les administrations *visées à l'article 1^{er}*... (la suite comme au projet).

Supprimer l'alinéa 2.

ART. 11.

Supprimer la fin de l'article à partir des mots : « Toutefois, les administrations.... »

ART. 14.

Supprimer cet article.

ART. 16.

Supprimer le premier alinéa.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNAFFE.

ART. 9.

Alinea eerste wijzigen als volgt :

Wanneer zij in het kader van het personeel der *bij artikel 1* bedoelde besturen... (het overige zooals in het ontwerp).

Alinea 2 te doen wegvallen.

ART. 11.

Het slot van dit artikel te doen wegvallen vanaf de woorden : « De besturen zenden... »

ART. 14.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 16.

De eerste alinea te doen wegvallen.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(1)

(N^o 302)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JUNI 1924.

**Wetsontwerp betreffende de burgerlijke en militaire betrekkingen voorbehouden
aan de vrijwilligers en opnieuw dienenden van het leger ⁽¹⁾**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DU BUS DE WARNAPPE.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp betreffende de betrekkingen voorbehouden aan de vrijwilligers en opnieuw dienenden van het leger maakt deel uit van het stel wetsontwerpen dat het statuut vormt van de Landsverdediging.

In het nieuwe stelsel, waarmede men de proefneming is begonnen door de goedkeuring der nieuwe militiewet, heeft men er vooral aan gedacht den diensttijd tot zijn laagste minimum te brengen, met inachtneming, in het hooger belang der nationale veiligheid, van de noodwendigheden der individueele en collectieve onderrichting van den *soldaat*.

Maar de beperking van den diensttijd tot zijn tegenwoordigen duur laat niet toe, *in de klas, de lagere kaders* aan te werven die noodig zijn voor de armatuur van de eenheden en de africhting van de soldaten.

En een der hoofdvoorwaarden van een sterk leger is, dat er voldoende, wel voorbereide en bestendige kaders zijn.

Onder het tegenwoordig militiestelsel, schat de Memorie van Toelichting op 20,000 (12,000 onderofficieren, 8,000 korporaals) het getal vrijwilligers dat

(1) Algemeene Toelichting van het statuut der Landsverdediging, n^o 448 (1921-1922).
Wetsontwerp, n^o 237 (1921-1922).

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren PIRMEZ, voorzitter; BERLOZ, BOVESSER, BRIFAUT, BUYL, DE BURLET, DE GÉRADON, DEVÈZE, DU BUS DE WARNAPPE, ECKELERS, ERNEST FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSANT, MARCK, MISSIAEN, PIERCO, RICHARD, THEELEN en VANDENEULEBROUCKE.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren JOUREZ, CARTON DE WIART, HOUSIAUX, HEYMAN, MARCQ en DE MONTPPELLIER.

er volstrekt noodig is voor het leger in 1925, terwijl de algemeene toelichting van het statuut der Landsverdediging sprak van 25,000 (1).

Welnu, bij den wapenstilstand was het getal vrijwilligers ongeveer 4,000 man per kwartaal; in 1921 en in 1922 is het echter tot op minder dan 1,500 man gedaald.

Wat gedaan om dit tekort te verhelpen?

Dat kan echter door het vrijwilligerschap en, dienvolgens, moet men het middel vinden om daartoe aan te moedigen door het verleenen van rechtstreeksche of onrechtstreeksche voordeelen. Met het hoog op den financieelen toestand van het Land en op het tegenwoordig bedrag van jaarwedden en loonen, kan men er niet aan denken rechtstreeksche voordeelen, zooals de bezoldiging der onderofficieren, te verleenen. Het zou eene uitgave vergen van 100 tot 150 miljoen per jaar.

De Regeering meent dat, door aan de vrijwilligers na hun legerdienst, een vaste burgerlijke betrekking te verzekeren in de openbare besturen, of in de daarvan afhangende besturen, men tot eene voldoende aanwerving zou kunnen komen.

Volgens de Memorie van Toelichting, is het dus eene quaestie van jaarlijks in de openbare besturen 3,000 vrijwilligers te plaatsen die hun tijd hebben uitgedaan.

Dit is het doel van het wetsontwerp, waarvan de toepassing, in de opvatting van de Regeering, eene proefneming is.

Onnoodig het groote belang van deze proefneming te onderlijnen: gelukt ze niet, dan wordt de toestand zeer ernstig.

Iedereen zal dit begrijpen.

Algemeene samenhang van het wetsontwerp.

I. — In dit ontwerp wordt door de Regeering, aan de vrijwilligers en opnieuw dienenden, — met een minimum van vijf jaar werkelijke aanwezigheid onder de wapens en goed aangeschreven, — een *recht van voorrang* verleend voor liet bekomen van betrekkingen :

- 1^o In de besturen van den Staat, de provincie en de gemeenten;
- 2^o In de inrichtingen geplaatst onder de contrôle van deze openbare besturen;
- 3^o In de concessiehoudende ondernemingen van openbare diensten.

Dit zijn de openbare besturen, reeds bedoeld in de wet van 3 Augustus 1919, waarbij een voorrecht, ten gunste van de oudstrijders en der gelijkgestelde gedeporteerden, wordt ingesteld voor het bekomen van openbare betrekkingen.

(1) Daarentrent stelde de Commissie aan de Regeering de volgende vraag :

- « Welk getal vrijwilligers is er noodig voor de diensten van het leger ? »
- » De Memorie van Toelichting bepaalt dit getal op 20,000; de Algemeene Toelichting van het Statuut der Landsverdediging brengt het op 25,000.
- » De Commissie zou daarover eenige nadere aanduidingen willen bezitten. »

Antwoord.

- « Het getal vrijwilligers noodig voor het leger is wel 25,000 :
- » 20,000 voor het kader van het I^{ste} leger ;
- » 5,000 voor het kader van het II^{de} leger. »

II. — De aan de vrijwilligers voorbehouden bedieningen worden nauwkeurig opgegeven. Het zijn :

A. De betrekkingen van ondergeschikten aard die, zonder examen worden toegekend of voor dewelke de examens slechts het programma van lager onderwijs omvatten.

B. De betrekkingen toegekend na examen of ten gevolge van vergelijkende examens, betreffende de overeenstemmende leerstof van het middelbaar onderwijs-programma van den lagere graad.

C. De beroepsbetrekkingen, toegekend ten gevolge van vergelijkende examens over de leerstof van het middelbaar onderwijs van den hooger graad.

III. — De vrijwilligers, candidaten voor de betrekkingen der categorie B, welke het gemiddeld cijfer hebben bekomen van de punten vereischt door het organiek reglement van het bestuur waartoe de betrekkingen behooren, hebben den voorrang op de andere candidaten.

IV. — De betrekkingen van de categorie C kunnen enkel, met voorrecht, verkregen worden door de onderofficieren die ten minste een termijn van acht jaar hebben gedaan.

V. — De militaire dienstdienst wordt voor de vrijwilligers, aldus tot eene burgerlijke betrekking benoemd, in rekening gebracht voor het vaststellen van hunne wedde, en voor de bepaling van hun graad en de betrekking naar het tal dienstjaren, met maximum van zes jaar.

VI. — Deze bepalingen maken geen inbreuk op de wettelijke rechten verleend aan de oudstrijders en de gelijkgestelde gedeporteerden.

Dit zijn de groote lijnen van het wetsontwerp.

Tegenwerpingen.

Tegen dit voorstel is heftig verzet opgerezen van de zijde der provinciën en der gemeenten, vooral van de gemeenten van gemiddelde grootte, en meer nog van de kleine gemeenten.

Deze besturen klagen over de inbreuk die aldus gemaakt wordt tegen hunne zelfstandigheid, reeds zoo erg aangetast door de vroegere wetten van denzelfden aard.

Door het feit zelf wordt hun de vrije keuze van hunne ambtenaren ontnomen, en men begrijpt hunne klachten. De conflicten waartoe de toepassing der wet van 3 Augustus 1919 aanleiding heeft gegeven zijn genoegzaam gekend.

Voegt men het stelsel, dat thans wordt voorgesteld, bij de reeds bestaande wetsbepalingen, dan wordt de vrije keuze van de ambtenaren voor een groot getal gemeenten geheel belemmerd.

Om zich rekenschap te kunnen geven van de draagwijdte der wet, heeft de Commissie aan de Regeering de tabel gevraagd van de betrekkingen die in de verschillende besturen aan de vrijwilligers worden voorbehouden, om aldus de inlichtingen te volledigen in de Memorie van Toelichting medegedeeld betreffende de Departementen van Spoorwegen, van Financiën en van Openbare Werken.

In antwoord op deze vraag, heeft de Regeering navolgende tabel overgemaakt :

Onderverdeeling van de betrekkingen per categorie voor de navolgende Departementen :

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Categorie A.

BESTUUR.	Aanduiding van de betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligers en wederdienstnemenden.	Inlichtingen over den toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekking.	Eventuele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
Hoofdbestuur.	Kantoorjongens.	Al de plaatsen.	3,200 tot 4,400 frank kunnen hoden worden aan : 3,200 tot 4,800 frank. Kamerwachter : 3,600 tot 6,200 frank.	6 maand.	Zeldzaam.
Opvoedings- gestichten en Rijkswelddadigheids- scholen.	1 ^o Plantons en	50 %.	Fr. 10,50 tot fr. 14,50 per dag	6 maand.	1 ^o 2
	2 ^o Landbouw- arbeiders.		met gebruikelijke vergoedingen.		2 ^o 8
	3 ^o Werklieden.	50 %.	Fr. 11,50 tot fr. 15,50 per dag met gebruikelijke vergoedingen.	6 maand.	3 ^o 6

Categorie B.

Hoofdbestuur.	Ordeklerk.	Al de plaatsen.	3,700 frank 's jaars tot 7,300 frank met gebruikelijke vergoedingen.	6 maand.	Zeldzaam.
	1 ^o Hulp- bewaarders.		1 ^o 10 frank per dag met gebruikelijke vergoedingen gedurende ten minste 6 maand.	6 maand.	—
Bestuur der gevangenen.	2 ^o Bewakers.	Id.	2 ^o 4,100 frank per jaar, uniform en uitrusting, dan 4,300, 4,500-5,000 en 6.200 frank volgens de klas (woonstvergoeding volgens klas en dienstjaren) gebruikelijke vergoedingen.	—	50
—	—	—	Daarbij komt eene verhooging van 150 frank om de drie jaar gedurende een termijn van dertig jaar.	—	—

BESTUUR.	Aanduiding van de betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligers en wederdienst- nemenden.	Inlichtingen over den toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekking.	Even- tueele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
Weltdigheids- en krankzinnigen- gestichten.	1 ^o Opzichters.	—	1 ^o 3,200 tot 6,250 frank (bijwedden van 800 tot 1,050 frank) plus de gebruikelijke ver- goedingen.	6 maand.	10
—	2 ^o Verplegers.	Al de plaatsen.	2 ^o Zooals voor de op- zichters.	—	—
Opvoedings- gestichten en Staatswelda- digheidsscholen.	Opleiders.	50 %.	4,500 tot 5,800 frank, plus de gebruikelijke vergoedingen : 100 fr. bijwedden en de ge- neeskundige kosten.	1 jaar.	10

Categorie C.

Hoofdbestuur.	Klerken-redacteurs.	20 %.	4,100 tot 7,700 frank, plus de gebruikelijke vergoedingen : Mogel- ijkheid om de hogere graden te bereiken.	6 maand.	Zeldzaam.
Bestuur der gevangenhuizen.	1 ^o Hulpklerken.	Al de plaatsen.	1 ^o 10 frank per dag, plus de gebruikelijke vergoedingen.	1 jaar.	10
—	2 ^o Daarna klerk.	—	2 ^o 4,100 tot 7,000 fr., plus de gebruikelijke toelagen : Kunnen tot de hogere graden ko- men.	—	—
Weldadigheids- en krankzinnigen- gestichten.	Klerk.	Al de plaatsen.	3,350 frank per jaar (bijwedden 850 fr.), plus de gebruikelijke toelagen : tot 6,900 plus $\frac{1}{2}$ en de bijwed- den. Kunnen tot de hogere graden ko- men.	6 maand.	5
Opvoedings- gestichten en Staatswelda- digheidsscholen.	Klerk.	50 %.	4,100 frank per jaar, plus 100 frank bijwed- den, de gebruikelijke vergoedingen : tot 6,500 frank. Kunnen tot de hogere graden komen.	1 jaar.	4

Algemeene bemerking. — Onverminderd de mogelijkheid om tot een hooger graden te komen, kunnen de klerken-redacteurs, de ordeklereken, de opleiders, de verplegers, de opzichters en bureeljongens, na vijf en twintig jaren dienst en twee jaar het maximum van hunne onderscheidenlijke wedden genoten te hebben, vier tweejaarlijksche verhoogingen van einde loopbaan bekomen verschillende van 200 frank tot 400 frank elk.

MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID.*Categorie A.*

BESTUUR.	Aanduiding van de betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligen en wederdienst- nemenden.	Inlichtingen over den toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekkingen.	Even- tueele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkin- gen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
Hoofdbestuur.	Kamerwachters.	2	3,600 tot 6,200 frank met daarbij verblijfs- en gezinsvergoeding en duurtebijslag.	—	2
Id.	Bode.	2	3,200 tot 4,800 frank met daarbij verblijfs- en gezinsvergoeding en duurtebijslag.	—	2
Id.	Bureeljongen.	2	3,200 tot 4,400 frank met daarbij de gebruike- lijke vergoedingen.	—	2

Categorie B.

Id.	Ordeklerk.	1	3,700 tot 7,300 frank met daarbij de gebruike- lijke vergoedingen.	—	1
-----	------------	---	--	---	---

Categorie C.

Id.	Klerk-redacteur.	3 (1)	4,400 tot 7,700 frank met daarbij de gebruike- lijke vergoedingen.	—	5
-----	------------------	-------	--	---	---

Provinciale Diensten.*Categorie C.*

Hoofdbestuur.	Klerk-mijnteeke- naar.	1	5,500 tot 8,750 frank met daarbij de gebruike- lijke vergoedingen.	—	1
Id.	Arbeidscontroleur (2).	1	4,900 tot 9,000 frank met daarbij de gebruike- lijke vergoedingen.	—	1 .

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
EN VOLKSGEZONDHEID (A).***Categorie A.*

Hoofdbestuur.	Kamerwachters.	Al de plaatsen.	3,600 tot 6,200	6 maan- den.	1
Id.	Boden.	Id.	3,200 tot 4,800	6 maan- den.	1
Id.	Bureeljongens.	Id.	3,200 tot 4,400	6 maan- den.	1

(1) Wegens den bijzonderen aard van het werk in sommige diensten, is het noodig gediplomeerden, doctors in de rechten en anderen aan te werven.

(2) Leeftijd : 25 tot 40 jaar.

(A) Het vraagstuk der zuiver provinciale of gemeentelijke ambten wordt voorloopig voorbehouden.

BESTUUR.	Aanduiding der betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligers en wederdienstnemenden.	Inlichtingen over de toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekking.	Even-tueele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
Provinciaal gouvernement.	Bureeljongen.	Al de plaatsen.	3,300 tot 5,200	Geen.	3
Gezondheidsdienst.	Laboratorium-jongens.	Id.	3,600 tot 7,600	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Dienstlieden.	Id.	3 300 tot 5,100	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Matroos, stoker.	Id.	3,600 tot 5,000	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Bootsmachinist (¹).	Id.	3,600 tot 7,000	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Mecanicien (¹).	Id.	4,400 tot 8,600	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Gezondheidstoezichters aan den havendienst (²).	Id.	3,300 tot 7,000	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Ontsmetters.	Id.	3,600 tot 7,000	6 maand.	Zeldzaam.
Id.	Vleeschkeurders (³).	Id.	4,400 tot 8,500	6 maand.	Zeldzaam.
Bibliotheek van de Middencommissie voor de statistiek.	Attaché-klasseerder (1 ambt).	Id.	»	6 maand.	—

Categorie B.

Hoofdbestuur.	Sténo-dactylo's.	Al de plaatsen.	4,100 tot 7,700	6 maand.	1
Id.	Dactylo's.	Id.	3,700 tot 7,300	6 maand.	1
Id.	Ordekerken expeditionnaires.	Id.	3,700 tot 7,300	6 maand.	1
Provinciaal gouvernement.	Dactylo's.	½	3,300 tot 5,500	1 jaar.	9 tot 10
Arrondissements-commissariaten.	Klerken.	½	3,700 tot 4,500	1 jaar.	5
Id.	Dactylo's.	½	3,300 tot 4,500	1 jaar.	5
Gezondheidsdienst.	Klerken.	Al de plaatsen.	3,700 tot 7,300	6 maand.	Weinig.

Categorie C.

Hoofdbestuur.	Klerken-redacteurs.	Al de plaatsen.	4,100 tot 7,700	6 maand.	2
Id.	Ordeklerken.	Id.	3,700 tot 7,300	6 maand.	2
Provinciale besturen.	Klerken.	Id.	3,700 tot 4,500	1 jaar.	Weinig.

(¹) Moeten een bekwaamheidsbewijs (zeewezen) bezitten.

(²) Moeten een bekwaamheidsbewijs (vleeschkeuring) bezitten.

(³) Moeten wat Engelsch en Duitsch kennen.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN (1).

Categorie A.

BESTUUR.	Aanduiding der betrekkingen.	Getal voorbehouden aan de vrijwilligers en wederdienstnemenden.	Inlichtingen over de toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekking.	Eventuele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
Id.	Vuuraanmakers.	Al de plaatsen.	3,200 tot 4,400	—	Niets.
Id.	Kantoorjongens.	Id.	3,200 tot 4,400	—	Id.
Id.	Boden.	Id.	3,200 tot 4,800	—	Id.

Categorie B.

Id.	Ordeklerken.	Id.	3,700 tot 7,300	—	Niets.
Id.	Expeditionnaires.	Id.	3,700 tot 7,300	—	Id.

Categorie C.

Id.	Klerk-redacteurs.	Id.	4,100 tot 7,700	—	Niets.
-----	-------------------	-----	-----------------	---	--------

MINISTERIE VAN KOLONIËN.

Categorie A.

Hoofdbestuur.	Kamerwachters en magazijniers.	Al de plaatsen.	3,600 tot 6,200	6 maand.	Niets.
Id.	Boden.	Id.	3,200 tot 4,800	Id.	Id.
Id.	Kantoorjongens.	Id.	3,200 tot 4,400	Id.	Id.

Categorie B.

Hoofdbestuur.	Klerk-boekhouder.	½	3,700 tot 7,300	Niets.	Zeldzaam.
Id.	Orderklerken.	½	3,700 tot 7,300	Id.	Id.
Id.	Expeditionnaires.	½	3,700 tot 7,300	Id.	Id.

Categorie C.

Hoofdbestuur.	Klerk-redacteurs.	½	4,100 tot 7,700	Niets.	Zeldzaam.
Id.	Klerk-redacteurs.	½	4,100 tot 7,700	Id.	Id.
Id.	Teekenaars.	½	4,100 tot 7,700	Id.	Id.

(1) In dit Departement zijn bijna nog intsluitend tijdelijke diensten, waarvan het personeel grootendeels uit tijdelijke bedienden bestaat. — *Alleen tijdelijke betrekkingen worden nog begeven.* Het getal bedienden zal geleidelijk verminderen naar de mate van de uitvoering van het herstel der oorlogsschade.

Koloniale School.*Categorie A.*

BESTUUR.	Aanduiding der betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligen en wederdienst- nemenden.	Inlichting over de toestand op den datum van het besluit.		
			Wedden of loonen van de betrekking.	Even- tueele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkin- gen jaarlijks aan de militairen toe te komen.
Hoofdbestuur.	Kamerwachters.	Al de plaatsen.	3,600 tot 5,800 frank.	Niets.	Zeldzaam
Id.	Kantoorjongens.	Id.	3,200 tot 4,400 frank.	Id.	Id.

Categorie B.

Id.	Niets.	—	—	—	—
-----	--------	---	---	---	---

Categorie C.

Id.	Niets.	—	—	—	—
-----	--------	---	---	---	---

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.*Categorie A.*

Hoofdbestuur.	Boden.	Al de plaatsen.	3,200 tot 4,800 frank.	6 maand.	2
---------------	--------	-----------------	------------------------	----------	---

Categorie B.

Hoofdbestuur.	Ordeklerken.	Al de plaatsen.	3,700 tot 7,300 frank.	6 maand.	6
Id.	Technische be- diende 2 ^{de} categorie.	Id.	Id.	Id.	Zeldzaam.
Koninklijk Museum van het leger.	Ordeklerken.	Id.	Id.	Id.	Id.
Diensten van de militaire gebouwen.	Toezichters van 3 ^{de} klas	Id.	4,200 tot 4,800 frank.	Id.	2
Hoofdbestuur.	Teekenaars, etsers, fotografen, collationneerders en rekenaars.	Id.	4,500 tot 8,100 frank.	Id.	2
Id.	Letterzetters herziemers.	Id.	6,000 tot 10,000 frank.	Id.	Zeldzaam.
Diensten van de militaire gebouwen.	Bestuurs- adjuncten van 3 ^{de} klas.	Id.	4,700 tot 5,500 frank.	Id.	1
Id.	Teekenaars van 3 ^{de} klas.	Id.	Id.	Id.	Zeldzaam.
Artillerie- inrichtingen.	Klerken.	Id.	4,400 tot 7,700 frank.	Id.	2

Categorie C.

Hoofdbestuur.	Klerk-redacteur.	3/8.	4,400 tot 7,700 frank.	6 maand.	2
Militaire diensten.	Technische adjuncten.	Al de plaatsen.	6,200 tot 7,000 frank.	Id.	2

GENDARMERIE.

Inlichten over de toestand op den datum van het besluit.					
BESTUUR.	Aanduiding der betrekkingen.	Getal voorbehouden voor de vrijwilligers en wederdienstnemenden.	Wedden of loonen van de betrekking.	Eventuele leertijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen toe te kennen.
s' Rijks gendarmerie.	Gendarmen.	Al de plaatsen.	4,800 frank (aanvangswedde van gendarme).	Geen.	350
Id.	Brigadiers.	(Onder voorbehoud van de aanneming der burgerlijke kandidaten houders van diploma's.)	4,800 frank (maximum wedde van adjudant), meer verhoogingen na elke periode van 3 jaar goeden dienst zoowel in het leger als in de gendarmerie :		
Id.	Wachtmeesters (kunnen tot de graden van 1 ^e wachtmeester, hoofdwachtmeester, 1 ^e hoofdwachtmeester en adjudant komen).		25 frank per maand voor de adjudanten, 1 ^e hoofdwachtmeesters en hoofdwachtmeesters. 20 frank per maand voor de 1 ^e wachtmeesters. 10 frank per maand voor de wachtmeesters, brigadiers en gendarmen.		

* *

Ziehier, samenvattend, den staat der beschikbare betrekkingen :

	Categorie A.	Categorie B.	Categorie C.
Spoorwegen.	2,000	1,105	104
Financiën	306	160	110
Openbare werken	100	40	30
Justitie	16	70	19
Nijverheid en Arbeid	6	7	2
Binnenlandsche Zaken.	6	22	4
Landsverdediging	2	13	4
Gendarmerie (te zamen) 350.	2,436	1,411	279
ALGEMEEN TOTAAL	4,376		

Indien de wet hare volle uitwerking geeft zal men, zooals wij hooger zegden, jaarlijks 3,000 vrijwilligers moeten voorzien.

Wegens de belangrijkheid van het vraagstuk, is het ongetwijfeld mogelijk dat men, in geval van volstrekte noodzakelijkheid, tegemoetkoming vrage en zelfs oplegge aan de provinciën, de gemeenten, de onder haar toezicht staande instellingen en zelfs aan de concessiehoudende ondernemingen van openbare diensten, ofschoon feitelijk deze laatste private ondernemingen zijn.

Deze noodzakelijkheid blijkt echter niet meer te bestaan van stonden aan dat, in de openbare besturen, de jaarlijks openvallende plaatsen voldoende zijn om de tenuitvoerlegging der wet te verzekeren.

Daartegen zou men kunnen aanvoeren, wat men trouwens heeft gedaan, dat, wanneer men het getal en de verscheidenheid der aan de vrijwilligers voorbehouden plaatsen vermenigvuldigt, men de premie aan de dienstmennenden aangeboden aantrekkelijker maakte.

Dat is mogelijk, ofschoon zulks niet bewezen is en in alle geval de moeite niet loont om eens te meer afbreuk te doen aan het zelfstandigheidsbeginsel der provinciën en der gemeenten, des te meer daar men hun bovendien bijkomende lasten oplegt, zooals b. v. door artikel 9 van het ontwerp.

Om deze redenen werd, tijdens de behandeling van artikel 1 van het ontwerp, voorgesteld, voorrang te verleenen aan de dienstmennenden en wederdienstmennenden enkel voor de ambten in de Staatsbesturen.

Sommige leden deden opmerken, dat, minstens voor de provinciën, het moest voldoende wezen, voor de gewezen onderofficieren de ambten te behouden, welke door het provinciaal gouvernement of door den Gouverneur te begeben zijn.

Ten slotte werd voorgesteld dat, indien het degelijk bewezen werd dat het noodzakelijk was de wet uit te breiden tot andere ambten dan de ambten in de Staatsbesturen, de gemeenten met meer dan 30,000 inwoners daartoe niet zouden gedwongen worden.

Over deze onderscheidene voorstellen beraadslagende, waren al de leden uwer Commissie min één van gevoelen, dat de voorrang der vrijwilligers en wederdienstmennenden moest worden beperkt tot de plaatsen in de Staatsbesturen. De Commissie is van oordeel dat de provinciën en de gemeenten — zooals zij steeds hebben gedaan — bij voorkeur gewezen onderofficieren zullen aannemen, inzonderheid voor de politie, enz., zonder dat het noodig weze aan de openbare besturen bijzondere verplichtingen op te leggen. Aldus bereikt de wet haar doel zonder de vrijheid der provinciën en der gemeenten aan banden te leggen.

ART. 2.

Een lid heeft gevraagd dat de betrekkingen, voorbehouden aan de vrijwilligers, door de wet en niet door een Koninklijk besluit zouden worden aangeduid.

Een Koninklijk besluit lijkt ons practischer, wegens de wijzigingen die de bestuurlijke kaders kunnen ondergaan, en wegens het feit dat artikel 2 in algemeen zinn duidelijk bepaalt welke betrekkingen het zijn.

De Middenafdeeling heeft aan de Regeering de volgende vraag gesteld :

« Artikel 2 van het wetsontwerp geeft aan welke kundigheden de vrijwilligers

moeten bezitten om de plaatsen te bekomen welke hun zijn voorbehouden. De leerstof gaat van af het programma van het lager onderwijs tot het programma van den hooger grad.

» Welke maatregelen zullen genomen worden om aan de belanghebbenden toe te laten die kundigheden te verwerven? »

Antwoord.

« De maatregelen, welke zullen genomen worden om aan de vrijwilligers toe te laten zich aan te bieden op de examens voorzien voor de burgerlijke betrekkingen, zijn die welke vermeld zijn in de slotparagraaf van de Memorie van Toelichting.

» De modaliteiten kunnen niet worden bepaald alvorens de wet door de Kamer is goedgekeurd geworden. Om tot den gewenschten uitslag te komen, wordt namelijk aangeduid, voor dezelfde garnizoenen te bestemmen de candidaten die keus hebben gedaan voor een zelfde reeks van betrekkingen, derwijze dat de inrichting van een gemeenschappelijke opleiding mogelijk wordt. »

ART. 12.

De Commissie begrijpt de wet in dezen zin, dat zij slechts zal toepasselijk zijn op die na hare in werkingtreding dienst of wederdienst nemen.

De thans onder de wapens zijnde vrijwilligers hebben dienst genomen zonder dat eenige verbintenis te hunnen opzichte werd bepaald, en er is geen reden toe om aan de wet terugwerkende kracht te geven.

Artikel 17 moet in denzelfden zin worden opgevat.

* *

In gevolge de voorafgaande beperkingen, stelt de Commissie voor aan het wetsontwerp de volgende wijzigingen toe te brengen :

**Amendements
proposés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

A remplacer comme suit :

Un droit de préférence est accordé, dans les limites de la présente loi, aux militaires engagés ou rengagés comptant au minimum cinq années de présence effective sous les drapeaux et notés favorablement par l'autorité militaire, pour l'obtention d'emplois dans les administrations de l'État et dans les établissements placés sous son contrôle.

**Amendementen
voorgesteld door de Commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

Te vervangen als volgt :

Binnen de grenzen van deze wet wordt aan de vrijwilligers of opnieuwdienende militairen met ten minste vijf jaar werkelijken dienst en die door de militaire overheid gunstig aangeschreven staan, een voorkeurrecht verleend op eene betrekking bij de besturen van den Staat en bij de inrichtingen onderworpen aan zijn toezicht.

ART. 9.

Modifier comme suit le premier alinéa :

Dans les administrations *visées à l'article 1^{er}*... (la suite comme au projet).

Supprimer l'alinéa 2.

ART. 11.

Supprimer la fin de l'article à partir des mots : « Toutefois, les administrations.... »

ART. 14.

Supprimer cet article.

ART. 16.

Supprimer le premier alinéa.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNAFFE.

ART. 9.

De eerste alinea te wijzigen als volgt :

Wanneer zij in het kader van het personeel der *bij artikel 1* bedoelde besturen... (het overige zooals in het ontwerp).

Alinea 2 te doen wegvallen.

ART. 11.

Het slot van dit artikel te doen wegvallen vanaf de woorden : « De besturen zenden... »

ART. 14.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 16.

De eerste alinea te doen wegvallen.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.
